

Pour une brève autoprésentation du GRM – A l'occasion d'une rencontre avec le séminaire Sixties (ENS-Ulm, le 3 décembre 2011)

Créé en 2007, le dénommé « Groupe de Recherches Matérialistes » n'est pas un laboratoire universitaire (bien qu'il soit attaché à des organismes académiques, à Toulouse et à Paris) ; il n'est pas non plus une collection de personnes travaillant dans un même champ disciplinaire ou sur un même courant de l'histoire des idées (même si la dominante du groupe a toujours été la philosophie, le groupe a réuni et réunit toujours des personnes travaillant dans le champ de la géographie, de l'histoire de l'art, de la psychologie clinique, etc. ; et au sein même de la philosophie, dans ce groupe se retrouvent des gens spécialisés dans des domaines de recherche relativement hétérogènes – idéalisme allemand, philosophie française contemporaine, esthétique et théorie de l'art, épistémologie des sciences du vivant etc.).

Ce qui rassemble des gens assez différents, c'est bien sûr un certain nombre d'interrogations communes autour, disons pour aller au plus court, des héritages des corpus théoriques révolutionnaires issus du mouvement ouvrier dans la philosophie sociale et politique européenne du XXe siècle : le marxisme, mais aussi l'anarchisme, les socialismes prémarxistes, et les tentatives de passage à un post-marxisme. Et ceci quelle que soit la nature des textes concernés : prises de positions critiques dans le champ de la théorie et des sciences sociales ; propositions programmatiques et notes à caractère stratégique pour une action politique immédiate ; discours relevés dans des supports d'expression militante (articles, affiches, tracts, etc.). Le GRM a même jeté quelques cailloux dans le champ de l'art, travaillant à l'hypothèse d'une esthétique matérialiste dans le sillage des propositions althussériennes testées sur Brecht, Godard ou Pommerat, cernant ce que serait une « esthétique sans image » de l'événement politique à partir des écrits sur la Commune de Paris, écoutant la ritournelle qui conduit des situationnistes à Subversive Aktion en Allemagne, ou recueillant les éclats de mémoire proposés par le cinéma politique de Patricio Guzman. Autant de cailloux que nous allons à nouveau jeter dans le champ de l'art en février prochain, et avec vous si le désir s'en fait toujours sentir.

Le travail du GRM comporte plusieurs dimensions : a/ une *dimension épistémologique*, concernant les rapports de ces corpus (leurs hypothèses et leurs catégories comme les études empiriques qu'ils ont suscité) avec le champ des sciences humaines et sociales au sens large (historiographie, anthropologie, linguistique, psychanalyse, sociologie, géographie, etc.) : rapports d'oppositions, d'intégrations partielles, de conflits et de transformations mutuelles ; b/ une *dimension philosophique*, portant sur les enjeux d'une détermination spécifiquement matérialiste du travail du concept, en particulier du point de vue des conflictualités internes aux pratiques théoriques ou des « luttes de tendances philosophiques » ; c/ une *dimension historique*, qui s'intéresse aux effets sociopolitiques des discours révolutionnaires, donc à l'histoire de leur incorporation dans les mouvements sociaux comme aux transformations des théories révolutionnaires elles-mêmes au long de l'histoire sociale et politique des XIXe-XXe siècles.

Mais ce qui rassemble également ces gens différents qui composent le GRM, c'est aussi indissociablement, et de façon plus effective qu'une simple unité thématique, une certaine manière de « pratiquer la connaissance », de faire de la recherche ou de produire des savoirs, en nous articulant autant que faire se peut dans une dimension collective du travail de la pensée. (– Et ce n'est pas du tout cuit ! cette dimension collective, elle n'est pas donnée, elle ne préexiste pas à l'effort spécifique pour la constituer, ne serait-ce que parce que l'institution universitaire d'une manière générale n'y prédispose guère, sauf par de vagues

incitations qui restent bien souvent purement verbales et inefficaces).

Le Groupe de Recherche Matérialistes, c'est en ce sens *une structure de production théorique collective* ; pour le dire autrement, c'est une tentative d'organisation d'un intellect collectif incarné dans un système de pratiques déterminées (« déterminées » ne veut pas dire fixées dans le marbre, mais réfléchies dans leurs effets en même temps qu'elles sont expérimentées, donc discutées et rectifiées d'une année ou d'un semestre sur l'autre). Quelles pratiques ? Eh bien :

- des pratiques collectives d'écriture et de prise de parole, dans des rencontres régulières où se développe notre recherche, où se discutent et se décident collégalement sa ligne générale, ses principales articulations, ses réorientations au fil des semestres.

- des pratiques de connaissance collective, qui reposent sur une répartition du travail entre différentes sections de ce groupe prenant en charge tel ou tel segment de la ligne de recherche ; – ce qui permet donc aussi une rotation du « centre » d'organisation et d'exécution du travail ;

- des pratiques de publication collective également, sur une surface internet où sont diffusés aussi systématiquement que possible les résultats de ce séminaire, mais aussi des notes de travail programmatique, ou encore des textes de collaborateurs qui recourent nos préoccupations etc. Cette pratique de publication trouve son prolongement dans les *Cahiers du GRM* disponibles en ligne sur la plateforme Europhilosophie.eu (nous en sommes aujourd'hui à la préparation du n°3, dont nous dirons un mot tout à l'heure), et dans les éditions Le Clou de Fer, gérées par l'un d'entre nous et chez lesquelles trois livres de membres du GRM ont déjà été publiés. Enfin, certains de nos textes ont commencé à circuler sous des formes plus faciles d'accès voire plus « militantes », à l'image de l'éditorial du n°1 des *Cahiers du GRM* ou de quelques interventions en séminaire, diffusées sous forme de brochures et d'un bulletin papier intitulé *Matérialismes*.

Ce dernier type de publication, de même que les objets d'étude et les méthodes d'analyse que nous avons choisis, nous rapportent assez naturellement à un champ qui, vous l'aurez compris, est celui du politique. La question qui s'est posée – et qui nous a été posée – à plusieurs reprises, est : « Le GRM est-il un groupe politique ? » De fait, certains d'entre nous ont ou ont pu avoir une activité politique au sein d'organisations ou de groupes politiques situables dans le champ de l'extrême gauche ou de l'ultra-gauche. Et aucun d'entre nous ne pourrait dire qu'il se sent totalement étranger aux débats qui se tiennent dans ce champ-là, ou indifférent à l'action des mouvements qui entreprennent de mettre en œuvre une politique égalitaire ou de conquérir les conditions d'une autonomie collective. Mais le GRM reste également conscient de ses limites propres : ses propositions théoriques n'ont pas vocation à se traduire *directement* en interventions *pratiques* dans le cours des luttes sociales ; et le pluralisme politique du GRM, qui n'empêche pas l'exploration de problématiques communes, rend difficilement pensable une action unitaire et cohérente sur un terrain proprement politique. Il n'en reste pas moins que notre travail engendre – sans aucun doute – des effets politiques chez celles et ceux qui nous lisent ou viennent participer à nos discussions, autrement dit chez des personnes qui elles-mêmes sont souvent prises dans des situations de lutte très concrètes. Alors ? Pour paraphraser un collectif atypique des années 1960, qui évoluait aux confins du marxisme et de l'anarchisme et qui avait fini par se définir comme un « groupe non-groupe »¹, je dirais que le GRM est un groupe politique non-politique.

Voilà, pour le dire schématiquement, le type de travail que nous expérimentons, et le type d'organisation au sein de laquelle nous tâchons de mettre en œuvre notre pratique

¹ *Noir et Rouge* pour ne pas le nommer (cf. anthologie de la revue publiée chez Spartacus).

théorique.

Disons maintenant un mot de l'un de nos principaux objets d'étude, qui nous rapproche du Séminaire Sixties. Dans le cadre de notre travail, nous avons notamment été amenés à analyser, pendant deux années successives, l'une des séquences historiques les plus importantes du point de vue de la mise en branle de processus d'auto-émancipation des classes dominées : la séquence des années 1960-1970, dont nous avons traité conjointement les productions théoriques et les manifestations politiques aussi bien en France qu'en Allemagne ou en Italie, avec des échappées inévitables vers les pays engagés à cette époque dans des guerres d'indépendance (Algérie, Cuba, etc.).

Cette séquence a été étudiée non seulement du point de vue de sa dépendance aux catégories d'analyse développées par l'ancien mouvement ouvrier via le marxisme ou l'anarchisme, mais aussi du point de vue de sa force historique de création politique, culturelle et intellectuelle. A savoir :

- le rôle spécifique de la critique culturelle assumée par des intellectuels ou des artistes minoritaires dès les années 1950, préparant ainsi la critique pratique engagée par les mouvements étudiant et ouvrier dans la décennie suivante ;

- la position singulière des mouvements étudiants dans le processus révolutionnaire de cette époque, en tant que force sociale questionnant l'institution universitaire, ses présupposés pédagogiques et la prétendue neutralité de sa production intellectuelle, dévoilant ainsi en elle un appareil de reproduction d'un ordre social donné par et dans le savoir, ce savoir étant en réalité déterminé et surdéterminé comme idéologie par les conditions sociales, économiques et politiques de sa fabrication ;

- enfin, les montages théoriques ayant accompagné, soutenu et justifié le passage à la lutte armée et de la guérilla urbaine dans les métropoles impérialistes qui fut le prolongement des mouvements de masse, particulièrement en Allemagne et en Italie, à la fin de la séquence 1960-1970.

Au travers de cette analyse de la séquence 1960-1970, comme au travers de nos précédents travaux, nous avons été conduits à privilégier une approche que nous qualifierions de « conjoncturelle ». Plus exactement, notre travail porte sur ce qu'on peut appeler des *pratiques théoriques « sous conjoncture »*, en entendant par là des interventions théoriques qui s'efforcent de prendre pour objet la situation dans laquelle elles sont « prises », et ce dans des moments de trouble social extrême qui rendent justement cette situation singulièrement difficile à objectiver : des situations de mobilisation ou de soulèvement de masse (que la forme en soit émeutière, insurrectionnelle ou révolutionnaire) qui remettent en cause, voire qui inversent brutalement, les rapports de forces sociaux, et qui, du même coup, déstabilisent aussi bien les appareils institutionnels dans lesquels se réglaient dans des équilibres relatifs leurs compromis, que les énoncés collectifs dans lesquels se codifiaient leurs affrontements. Ce qui nous intéresse, ce n'est donc pas seulement la force pratique que des théories peuvent engager dans une bataille politique, l'impact de formes de pensée et de vie dans des luttes collectives concrètes. Ce sont aussi les effets réciproques, dialectiques, de ces moments de conflictualité historique sur la théorie. Quand les schèmes d'intelligibilité du champ social, les grilles d'interprétation des processus historiques, dont on croyait disposer quelques semaines auparavant, se mettent à trembler ; quand les mots et les concepts qu'on utilisait la veille encore, deviennent incertains, ambigus, brutalement évidés de leur sens, ou au contraire surchargés subitement d'implications idéologiques et politiques imprévues.

Cet objet théorique qu'est la conjoncture, et tout particulièrement la conjoncture 1960-1970, pose un certain nombre de questions à notre pratique théorique – et pas seulement à la

nôtre, ce qui donne justement tout son intérêt à notre rencontre avec vous.

Tout d'abord, trois choses se sont imposées à nous au cours de nos travaux d'approche sur les séquences révolutionnaires du XIX^e et du XX^e siècle, puis sur la séquence 1960-1970 :

- 1) La nécessité d'une approche non-fragmentée, s'engageant simultanément sur tous les terrains : celui des phénomènes sociaux primaires (les types de socialité et d'habitus constituant la trame sur laquelle se nouent les intellects collectifs) et secondaires (la détermination ou surdétermination de ces intellects collectifs par des appareils institutionnels ou contre-institutionnels hérités), le terrain économique (par exemple, les rapports de dépendance impliqués par la disjonction toujours mouvante et remise en question entre métropole impérialiste et périphéries sous domination coloniale ou néocoloniale) mais aussi le terrain culturel (les transformations du langage, la puissance de la métaphore, les aléas des désirs et des jouissances dans le processus de subjectivation qu'est aussi toute théorie, toute lutte en train de se faire).
- 2) Pour ces raisons, la nécessité également d'une approche transversale, qui s'épargne les innombrables divisions et segmentations du savoir que sont les disciplines académiques pour en arriver autant que possible à une compréhension synthétique, globale, de ce que produit (et de ce qui est produit dans) une conjoncture donnée. Ce qui ne signifie pas d'ailleurs que nous reniions ces approches disciplinaires (nos savoirs, nos investigations sont toujours situés, et cela fait aussi partie d'une position matérialiste, assumant une certaine hétéronomie de la pensée, que de le reconnaître) : simplement, notre pratique théorique refuse d'entériner le principe de spécialisation qui est à l'œuvre dans la connaissance universitaire classique (certains diraient dans la théorie traditionnelle, par opposition à la théorie critique).
- 3) Enfin, la nécessité d'une approche dépassant les contextes nationaux, les phénomènes étudiés étant caractérisés non seulement par leur dimension internationale voire mondiale, mais par leur extension à différentes zones selon des modalités qui sont celles de la circulation, des reprises et des transferts – soit pour aller vite, celles d'une communication transnationale analogue à la communication transhistorique entre les conjonctures qui se produit via la mémoire sociale et les procédures d'actualisation ou réactualisation pratiquées par les protagonistes des luttes collectives.

Ces lignes d'orientation étant admises, se posent les questions suivantes, que nous souhaiterions proposer à la discussion aujourd'hui :

- Comment, tout simplement, décrire ou nommer la conjoncture ? Au-delà d'une périodisation décimale (le fait de parler des années 60-70 ou des Sixties, par exemple), qui bien que pratique reste insatisfaisante (et productrice d'effets de seuil involontaires ou d'angles morts historiques), on peut se référer à la nomenclature et au vocabulaire utilisés par les acteurs à leur époque pour qualifier ce qui est en train de se passer. Mais cette nomenclature et ce vocabulaire doivent être eux-mêmes questionnés, dans la mesure où cette qualification marque déjà, dans l'ordre des discours comme dans les actes, une prise de position dans les rapports de forces de la conjoncture. Ainsi, pour prendre un exemple dans la conjoncture que nous partageons comme objet d'étude, la séquence 1954-1962 en France et en Algérie change complètement de signification à être décrite par les forces en présence soit comme une suite d'« événements », soit comme une guerre de guérilla insurrectionnelle, soit comme une lutte de libération nationale, soit enfin comme une révolution sociale, conditionnant ainsi les comportements politiques de tous les protagonistes.

- Comment passe-t-on d'une conjoncture à l'autre ? Quelle ligne de démarcation faire passer entre deux conjonctures, et selon quels critères ? Quelle différence introduire dans le continuum historique des faits, et quelle importance doit-on accorder à ce qu'on a appelé les « événements producteurs de classement »² ? Le caractère évanescence de toute périodisation historique se reflète notamment dans le recours aux facilités de langage dont nous avons déjà parlé, mais aussi dans le fait de définir les sixties comme la période élargie 1955-1975. De ce point de vue et au-delà de la formule savoureuse (« If you can remember anything from the sixties, you weren't really there »), la caractérisation de cette période comme à la fois digne de remémoration et vouée à une impossible connaissance pose le même problème sous un angle différent : en quoi produisons-nous nous-mêmes la période que nous étudions, par sa mémoire et son actualisation dans notre pratique théorique ?

- Enfin, la dernière question concerne l'écho *entre* les conjonctures elles-mêmes, par-delà les époques. Comment d'autres événements passés sont-ils mobilisés par les protagonistes pour penser la situation actuelle ? Et quels sont les effets non plus seulement théoriques mais bien *politiques* de ces circulations ou de ces analogies entre passé et présent ? et quels sont les effets d'aveuglement ou de méconnaissance corrélatifs ? On peut penser par exemple à la manière qu'ont beaucoup de gens d'interpréter tout événement dans les luttes sociales depuis 40 ans à travers le prisme de mai 68 – manquant ainsi les nouveautés propres à ces luttes, et les rivant sur un passé que ces luttes se voient ainsi vouées à répéter, pour peu qu'elles se laissent imposer cette grille de lecture. Le devenir d'une conjoncture par-delà sa propre périssabilité temporelle doit donc être inclus dans notre analyse de ce qu'est cette conjoncture.

² Dinah Ribard, Christian Jouhaud et Nicolas Schapira, *Histoire Littérature Témoignage. Ecrire les malheurs du temps*, Paris, Gallimard, collection Folio Histoire, 2009.